

Ceci est le premier numéro d'une feuille que nous sortirons régulièrement. L'évolution rapide de la situation politique nous a fait choisir cette formule. Nous y donnerons, au jour le jour, le point de vue de la JCR sur les derniers développements de la situation.

LA J.C.R.

Par les luttes directes, souvent violentes que nous avons menées, nous avons montré :

- que le capitalisme n'a pas résolu ses contradictions; c'est la preuve que ceux qui, pour ne rien faire invoquaient les "conditions objectives" ont failli. Il a suffi d'une poignée d'enragés pour jeter bas le mythe de la stabilité du régime et ouvrir la crise que de longues traditions électorales et parlementaires n'avaient jamais suscitées.

- que dans la crise, les directions ouvrières en place ont voulu, par les négociations sauver le régime au lieu de l'anéantir. Aujourd'hui, le réformisme du PC ne peut plus se dissimuler derrière la feuille de vigne de la coexistence pacifique. Nombre de militants ouvriers le sentent ou le savent; le rassemblement populaire de Charléty le prouve: pour la première fois, plusieurs dizaines de milliers de jeunes travailleurs et étudiants ont manifesté ensemble pour le pouvoir ouvrier, et cela malgré le désaveu de la CGT.

- que la crise sociale du système ne pouvait être résolue selon les normes du capitalisme. Même les miettes aujourd'hui accordées par les négociations à la classe ouvrière remettent en cause le Vème Plan et "l'équilibre harmonieux de l'économie". Si la bourgeoisie essaie de rattraper sur les prix ce qu'elle doit céder sur les salaires, les produits français, au moment de l'ouverture des barrières douanières, ne seront plus concurrentiels sur le marché.

Quand la classe ouvrière, dont la combativité constitue l'inconnue qu'aucun plan capitaliste ne peut maîtriser, se met en mouvement et perturbe les prévisions, il est évident que les relations aux problèmes posés ne sont plus du ressort de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, alors que le PC recule et se dérobe à la perspective de prendre le pouvoir avec ses alliés à l'issue d'un mouvement populaire d'occupation d'usines, et non d'une manœuvre électorale, Mitterand propose un gouvernement large avec la collaboration de Mendès. Comme nous avons refusé la récupération du mouvement par le PC, nous la refusons aux modernistes à la Mendès. La signification politique de Charléty est pour nous fondamentalement positive, mais on sentait se profiler en sous-main, le spectre de Mendès, d'ailleurs présent aux abords de la tribune. Il ne suffit pas de dénoncer l'opération qui se dessine, il faut se donner les moyens de la parer.

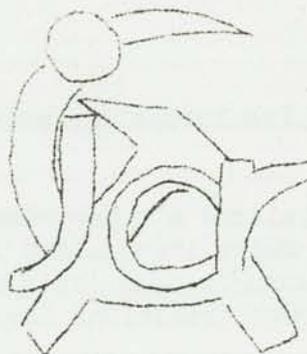
Pour se faire, les comités d'action ont besoin très vite d'une direction provisoire et révocable susceptible de les représenter, afin que les personnalités en place n'usurpent pas le droit de parler au nom du mouvement.

Pour ce faire, nous devons refuser l'opération referendum qui légaliserait un gouvernement discrédité ne se maintenant en place que par la matraque de ses organismes et la dérobade de ses bureaucrates. Pour boycotter réellement et non verbalement le referendum, nous devons faire en sorte que le front de la lutte de classe n'évolue

pas en guerre de position . Les travailleurs doivent désormais assurer eux-mêmes la production, les transports, le ravitaillement, amorçant ainsi la constitution dans les faits d'un pouvoir ouvrier . Si la grève passe ainsi de l'occupation à la grève active, le problème du boycott ne se posera plus .  
Si la grève continue de la sorte, alors, de fait, le referendum n'aura pas lieu .

Supplément à l'AVANT-GARDE JEUNESSE

directeur de publication: Gérard Verbizier



PROCHAIN MEETING DE LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE :

VENDREDI 31 MAI à 20 H 30- SORBONNE : AMPHI RICHELIEU

- Analyse de la situation économique
- Perspectives politiques

Le discours de De Gaulle et la manifestation des Champs-Élysées le prouvent: la bourgeoisie gaulliste a décidé de répondre là où le danger principal la menaçait, là où nous avions dès le début porté le combat: dans le pays "réel", celui des rues et des usines, et non plus sur la scène parlementaire.

De la nouvelle résolution gaulliste, on peut voir 1 les signes: les menaces de Guéna, ministre des PTT, appelant à briser la grève et à constituer des comités de reprise du travail, la constitution de "Comités d'Action Civique" ou de "Défense de la République" sont autant de tentatives du gaullisme de se donner désormais des troupes sur le terrain extra-parlementaire. Il s'agit pour lui de se donner cette fameuse "base sociale" qui lui manque pour ressembler à un véritable fascisme: des groupes recrutés parmi la petite bourgeoisie d'extrême-droite, ou chez les barbouzes et autres gangsters qui constituent les "bandes armées" du pouvoir. C'est cela qu'annonce le discours de De Gaulle "restaurer l'ordre républicain" par la force: "il faut que s'organise l'action civique". Là où la police et l'armée- auxquelles on fera le cas échéant recours- ne sont ni sûres ni efficaces, une organisation fascisante devient nécessaire.

Bien sûr, le discours de De Gaulle est encore en grande partie du bluff: cette armée de briseurs de grève n'est pas encore constituée. Il reste que l'autre partie est encore bien moins prête à la bataille. Accoutumé à porter la riposte sur le terrain parlementaire le P.C. se trouve tout d'un coup attaqué. Et cela sur un terrain où il a désaccoutumé ses militants d'organiser l'action. Les barricades, les occupations d'usines menées sans consignes des directions syndicales, ont seules préparé la réponse à la nouvelle attaque gaulliste. Combien dérisoire apparaît aujourd'hui la solution Mendès-France, dernière carte parlementaire de la bourgeoisie !

Le gouvernement gaulliste reste en place, il se renforce. De Gaulle donne au P.C. le choix: acceptez le jeu des élections -donc cessez la grève et les manifestations- ou bien préparez vous à la guerre dans la rue. Les syndicats n'ont plus que deux solutions: négocier avec le gouvernement Pompidou et tenter d'arrêter la grève, ou organiser la riposte. Ils ne semblent prendre le chemin ni de l'un, ni de l'autre, mais celui de l'attentisme: la base ouvrière tranchera. Mais celle-ci, qui est décidée à ne pas céder, ne dispose pas, par la faute des centrales, de l'arme de combat dont elle aurait maintenant besoin: un contre-pouvoir organisé pour l'auto-défense active, des comités de grève réellement élus et coordonnés, une infrastructure matérielle

permettant aux grévistes de vivre et d'organiser les tâches: transport, ravitaillement et organisation de la défense armée le cas échéant.

Ces structures de contre-pouvoir ouvrier, la situation les exige pour donner aux masses un cadre de luttes, pour organiser la riposte à l'offensive annoncée par le gaullisme.

Dès maintenant un point de non retour est atteint: l'économie capitaliste française est trop gravement atteinte pour reprendre un cours "normal" avec des concessions aux travailleurs: la concurrence internationale ne lui laisse plus cette possibilité. Le système politique est si fortement ébranlé que son rétablissement, dans le statu-quo, devient impossible. La crise ne peut s'achever que:

- soit par l'écrasement de la classe ouvrière et d" ses organisations par une capitulation de celle-ci et une révolte réprimée d'une base laissée à elle-même: une telle défaite pèserait pour des années sur la classe ouvrière française.

- soit par une riposte organisée de la classe ouvrière. C'est la seule voie qu'on nous laisse: prenons la.

Organisons la riposte:

faisons des Comités d'Action les noyaux de propagande; d'organisation de cette riposte. Faisons-en l'exemple et l'ébauche du pouvoir ouvrier. Si nous ne contraignons pas dès aujourd'hui les organisations ouvrières à prendre résolument cette voie, le gaullisme rétablira par la force un ordre que ne troubleront plus que les soubresauts sans espoirs de noyaux isolés. Une fois l'ordre rétabli, le pouvoir gaulliste assoiffé de vengeance, fascisé dans la lutte, exercera une répression sans merci.

MILITANTS D'AVANT-GARDE, ILTEZ-VOUS! VOUS N'AVEZ PLUS QUE PORT PEU DE TEMPS A PERDRE!

Constituons partout -dans les facultés, dans les quartiers, dans les entreprises- les Comités d'Action Révolutionnaire, instruments du contre-pouvoir populaire et de l'auto-défense des masses!

Jeunesse Communiste Révolutionnaire

APPEL AUX MILITANTS

De Gaulle a parlé. Son discours est sans équivoque. Il annonce la répression brutale du mouvement populaire. Déjà le ministre des postes fait donner les commandos de briseurs de grève. Déjà les CRS délogent les piquets. Déjà les forces armées font mouvement vers la région parisienne. Les grandes manoeuvres de l'intimidation ont commencé. L'Espoir renaît dans les quartiers bourgeois ; la Contre-révolution s'organise.

Du côté des directions ouvrières, on a choisi la capitulation: la CGT n'a pas bronché lorsque les CRS sont venus occuper les Postes. Elle a renoncé au mot d'ordre d'abrogation des Ordonnances. Les problèmes politiques seront réglés par les élections générales, explique Georges Séguy: le bulletin de vote doit se substituer aux occupations d'usines ! Une fois de plus, la direction du PCF engage le mouvement sur la voie de la démobilisation.

C'EST PRECISEMENT PARCE-QUE DE GAULLE SAVAIT QUE LES DIRIGEANTS COMMUNISTES S'APPLATIRAIENT DEVANT SES MENACES, QU'IL A PROFERE UNE ALLOCUTION DE GUERRE CIVILE !

Les manoeuvres d'intimidation gaulliste reposent, pour l'essentiel sur du bluff. En dépit de son armée, de sa police, de ses nervis, l'Etat bourgeois ne peut pas grand chose contre dix millions de grévistes, déterminés à vaincre et organisés pour la lutte.

Mais c'est ici que le bât blesse. Jusqu'à ce jour, la faiblesse principale du mouvement réside en son inorganisation à la base. Les Comités de grève, dans les usines occupées, ne sont souvent que des piquets de grève élargis, composés de militants syndicaux. Ils ne constituent pas des organisations de base regroupant tous les travailleurs en lutte, syndiqués et non syndiqués, en vue de diriger collectivement la grève et exercer le Pouvoir Ouvrier dans l'Entreprise.

Les Comités d'Action, dans les banlieues et les quartiers, ne regroupent encore, pour la plupart, qu'une étroite frange de militants d'avant-garde, décidés à mener la lutte jusqu'au bout. Ils ne constituent pas les organes de base du contre-pouvoir populaire dans les localités.

C'est cette carence fondamentale du mouvement de masse qui a permis toutes les manoeuvres de récupération politique, dont la dernière en date est l'opération Mendès-France. Dans la mesure où les travailleurs n'ont pas l'expérience concrète du pouvoir ouvrier, s'exerçant directement dans les quartiers et les usines, au moyen d'un dense réseau de comités de base, il est normal qu'ils tombent dans les mystifications parlementaristes.

L'inorganisation à la base, aujourd'hui plus que jamais, représente un très grave danger pour le mouvement. Si les dix millions de travailleurs en grève étaient réellement organisés en comités de lutte coordonnés, les provocations des commandos gaullistes et des gardes mobiles n'auraient aucune chance d'aboutir.

Organiser le mouvement des masses, faire surgir et se multiplier les organes autonomes du pouvoir populaire, telle est la tâche pressante des militants d'avant-garde.

La J.C.R appelle tous les militants d'avant-garde, par delà les divergeances et les organisations, à se regrouper dans les Comités d'Action et à impulser leur développement. Nés spontanément de la lutte, les Comités d'Action peuvent devenir l'instrument efficace du combat anti-capitaliste. Par leur intervention, dans les localités et dans les entreprises, ils peuvent favoriser la construction de réelles structures de double pouvoir, prenant en charge:

- dans les usines: la production pour les grévistes
- dans les quartiers: la lutte contre la spéculation et les accapareurs.

Ils auront à promouvoir l'auto-défense des masses contre les nervis gaullistes et les forces de l'ordre. Ils auront à démystifier les illusions réformistes et électoralistes propagées par les bureaucraties ouvrières. Ils auront à maintenir l'action des masses dans la rue.

S'ils parviennent à se coordonner efficacement, s'ils savent se donner une direction politique responsable, les Comités d'Action ouvriers-étudiants peuvent jouer un rôle considérable dans les luttes politiques qui s'annoncent.

MILITANTS D'AVANT-GARDE, HÂTEZ-VOUS, IL NE RESTE PLUS QUE  
TRÈS PEU DE TEMPS À PERDRE!

En avant vers un Mouvement National des Comités d'Action !

La Jeunesse Communiste Révolutionnaire

Supplément à l'Avant-Garde Jeunesse  
Direction: Gérard VERBIZIER

---

Je désire prendre contact avec la J.C.R

NOM:  
PRENOM:  
ADRESSE:  
TRAVAIL:

à renvoyer à B.P 39-16 Paris, ou à donner au stand JCR cour de la Sorbonne.

## où va la France ?

La déclaration de guerre civile faite par De Gaulle au "parti totalitaire et à ses rivaux" a reçu au moins dans les mots une réponse: le parti communiste dénonce la "volonté de dictature" et demande à toutes les forces de gauche de serrer les rangs. En fait, quelques phrases d'indignation accompagnent la reculade totale de la gauche officielle. Le problème du pouvoir commençait à se poser à l'intérieur des usines et des facultés, on le ramène à un problème de gouvernement. La démocratie directe commençait à s'établir; le P.C. accepte de revenir sur son terrain préféré, celui de la démocratie parlementaire.

### Chantage et bluff

Les travailleurs descendus dans la rue avaient senti que le pouvoir s'ébranlait. Les centrales syndicales parlaient de la vacance de l'état. Sur le terrain où il avait été vaincu, le gaullisme prétend tout d'un coup faire face: le mouvement né des barricades avait pris l'initiative sur le terrain de la rue, les occupations d'usines commencées sans l'aveu des directions syndicales avaient pris l'offensive en paralysant la vie économique. Seule la direction du P.C. continuait à croire à l'efficacité du combat parlementaire. Aujourd'hui, la démonstration est faite que le pouvoir est bien dans la rue: quand le gaullisme veut le reconquérir, il affirme sa prétention à combattre sur le même terrain que nous. Le pouvoir de De Gaulle, ce n'est plus une majorité à l'assemblée nationale, c'est la menace de recourir à l'affrontement armé. Une première opération de grande envergure avait échoué: celle, combinée, du referendum et du protocole d'accord. Les grévistes avaient refusé l'un et l'autre, faisant essayer au gouvernement sa plus grave défaite et infligeant aux directions syndicales un désaveu total. De Gaulle récidive l'opération avec la dissolution de l'assemblée et la perspective d'élections générales, mais cette fois-ci il commence par le commencement: il menace et entreprend de remettre le pays réel en ordre.

Pour répondre efficacement à l'action des travailleurs et des étudiants, le gaullisme devrait se transformer profondément: pour lutter contre les manifestations ou les occupations d'usines l'état fort ne suffit pas. La police, les CRS mis en échec, s'avèrent incapable de rétablir "l'ordre républicain"; un engagement à fond dans la répression devient impossible: tout indique qu'un profond malaise règne à l'heure actuelle dans la corporation flicarde. L'armée? La faire intervenir représente un pari que le gaullisme n'est pas sûr de gagner, en dépit des consultations entre De Gaulle et les chefs militaires (entrevue de Baden Baden). Pour répondre à la violence des masses, l'état gaulliste doit se fasciser, se trouver une assise sociale susceptible de donner un poids à ses menaces. Cette base sociale, le gaullisme nouvelle manière la recherche aujourd'hui: il tente de rallier une petite bourgeoisie effrayée et atteinte par la crise économique, réservoir traditionnel de tout fascisme; il tente de constituer une véritable organisation fascisante, pâle reflet des grands partis fascistes de l'avant-guerre: les "comités d'action civique", les comités de défense de la République, sont dans l'esprit de la bourgeoisie gaulliste, les embryons de cette organisation. De Gaulle déclare que pour répondre à "l'inti-

Tous les soirs à 18 heures, la JCR fait le point sur l'évolution de la situation politique dans un des amphithéâtres de la Sorbonne.

Renseignez-vous à la table de l'organisation dans la cour.

.../... suite de la page 1

les embryons de cette organisation. De Gaulle déclare que pour répondre à "l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercée par des groupes organisés de longue main", il demande que "partout et tout de suite s'organise l'action et vi-que". La manifestation des Champs-Élysées est une autre tentative : le gaullisme veut faire la démonstration qu'il est prêt à combattre sur le plan de la rue. Le caractère fascisant de la dite manifestation n'apparaît que trop : drapeaux rouges brûlés, slogans antisémites (Cohn-Bendit à Dachau), etc... L'extrême-droite serre les rangs autour du drapeau tricolore ; Tixier-Vignancour et Occident participent à la manifestation. Ce que cette opération prépare : la constitution de bandes armées, composées d'anciens du RPF, de paras et autres barbouzes chargés d'assurer la "liberté du travail" autrement dit, de jouer les briseurs de grève et de faire occasionnellement la chasse aux militants. Guéna, ministre des PTT a été chargé de faire la première expérience : il demande aux postiers de s'organiser en "Comités de reprise du travail", il fait occuper par la police et les CRS trois ou quatre centres postaux ; parallèlement des attaques armées contre les piquets de grève sont lancées à Calvi et à La Rochelle par les "défenseurs de la République".

En fait ce test décisif des PTT est un échec pour le gouvernement. La reprise du travail par la violence n'a été efficace que dans quelques endroits. Le gaullisme fascisé n'est encore qu'une bien pâle imitation du fascisme mussolinien ; la manifestation de l'Etoile n'est pas le rassemblement de Nuremberg ; le fascisme organisé est en France plus faible aujourd'hui qu'il ne l'était en 36, époque à laquelle la petite bourgeoisie était massivement attirée par les émules de Hitler et de Mussolini. Le fascisme français est débile, plus proche du pétainisme que du franquisme. On a affaire à une gigantesque opération de bluff, combinée avec l'amorce d'une fascisation réelle. Le bluff intégral : le chiffre de la manifestation de l'Etoile, multiplié par 10 par les postes de radio à nouveau étroitement contrôlés. De Gaulle menace d'attaquer sur un terrain où il n'est pas actuellement le plus fort ; mais il sait que ses menaces peuvent porter sur les appareils syndicaux et politiques irrésolus.

### Deux pas en arrière

De Gaulle donne le choix au PC : jouer le jeu des élections ou bien apprêtez-vous à vous battre dans la rue. Le PC, qui a habitué "de longue main", ses militants à considérer la motion de censure comme la forme la plus achevée de la lutte des classes, n'hésite pas une seconde. Moins gêné que la direction de la CGT, dont les responsabilités à l'égard des travailleurs en lutte restreignent la marge de manœuvre, le Bureau Politique du PCF déclare en réponse à de Gaulle "la vérité, c'est que la classe ouvrière et ses organisations ont manifesté un remarquable sang-froid ; elles ont développé leurs luttes... en prenant soin d'écartier toute espèce de provocation". Le parti annonce son intention de faire cesser le plus vite possible toutes les actions qui peuvent empêcher les élections : placée dans une situation difficile vis à vis des travailleurs<sup>(1)</sup> dont elle est obligée de freiner ouvertement la lutte, la direction du PC jubile cependant : La déclaration de De Gaulle vient de lui donner l'occasion de revenir à son terrain préféré en dénonçant désormais toute action violente comme une provocation : "De Gaulle annonce son intention de procéder à de nouvelles élections. Le PCF n'avait pas

(1) La situation de la "Pravda" n'est pas plus confortable ; elle en est réduite à couper les passages anticommunistes du discours du Général.

attendu ce discours pour demander que la parole soit donnée au peuple dans les plus brefs délais. Dans la colonne voisine de "l'Humanité" du 31, R. Andrieu sur-enchérit: "comme De Gaulle aurait aimé que les ouvriers dans les usines, les manifestants dans la rue, au lieu de faire preuve d'un extraordinaire sang froid, aient incendié quelques voitures et dressé quelques barricades!"

Quant à le CGT, après une déclaration relativement ferme, ("la déclaration du chef de l'Etat ne saurait intimider la classe ouvrière fermement résolue à faire valoir ses droits et à promouvoir la démocratie..."), elle passe aux choses sérieuses: elle tombe d'accord avec la CFTM et FO pour déclarer qu'en aucun cas elles ne feront obstacle aux élections; en d'autres termes, qu'elle ne sauraient faire terminer la grève avant l'ouverture de la campagne électorale. Les trois centrales s'engagent par là même à éviter les manifestations de rue, alors que l'UNEF leur en proposait une, réponse minimale à la provocation des Champs Elysées. Les syndicats acceptent de négocier avec le gouvernement Pompidou, de le reconnaître comme seul pouvoir possible. La déclaration de Desmurs ne manque de sel: il semble même heureux qu'après une certaine vacance de pouvoir il ait en face de lui un "interlocuteur sérieux", dont le poids est renforcé par les menaces du chef de l'Etat gaulliste. Une fois de plus, un vocabulaire ultragauche aura servi à masquer une dérobade complète: après avoir dit "nous ne négocierons pas avec ce gouvernement" on peut toujours expliquer que ce n'est plus le bon gouvernement; après avoir présenté l'abrogation des ordonnances comme un préalable à toutes discussions, on est trop content de reporter le problème à la prochaine assemblée, ce qui n'empêche pas en attendant de reprendre le travail. Somme toute, il n'y avait que des problèmes de vocabulaire ou de Constitution entre le Gouvernement et les syndicats. Et bientôt, on aura échangé dix millions de grévistes contre quelques centaines de députés miterrandistes, mendésistes et autres. De nombreux accords partiels sont en voie de signature, les syndicats peuvent tabler sur un effilochement de la grève avec reprise du travail par branche. C'est là du moins leur stratégie: reste à savoir ce qu'en penseront les grévistes qui occupent depuis deux semaines leurs usines, et dont certains ont déjà commencé à faire fonctionner à leur profit les machines. De toute façon, le PCF a, comme l'écrit toujours Andrieu, évité "les pièges que lui tendaient obligeamment les honorables correspondants du ministère de l'Intérieur". Car, quand le rédacteur en chef de "l'Humanité" affirme "Le chef de l'Etat ment quand il accuse le parti communiste de préparer la subversion", il a toutes les chances d'être cru, lui.

### Et Mendès ?

C'est là que l'opération Mendès prend tout son poids. C'est la meilleure et la dernière carte parlementaire de la bourgeoisie. Dans une période de crise intense, la bourgeoisie ne réagit pas nécessairement comme une entité: pour De Gaulle, et pour la partie de la bourgeoisie qu'il représente, les politiciens "au rencart" (lisez P.M.F. et Mitterand) "ne pèseraient pas plus (après la victoire de la gauche) que leur poids qui ne serait pas lourd". En fait, le raisonnement de la bourgeoisie mendésiste se tient: le P.C. ne pèse tout son poids qu'en période de lutte. Sur le terrain parlementaire, il est nécessairement à la remorque. La tentative Mendès est une nouvelle édition complémentaire de la tentative Mitterand, d'intégrer le P.C. dans le jeu de la bourgeoisie. C'est une édition plus astucieuse, en ce qu'elle doit compter avec des conditions particulièrement défavorables: l'opération doit se faire à chaud, alors qu'une grande partie de la classe ouvrière éprouve des "tentations gauchistes". Aussi la ruse consiste-t-elle à présenter P.M.F. comme un homme providentiel, pur de toute souillure parlementaire; honte à ceux qui se souviennent du parlementaire et du président du Conseil des années 50. Depuis, il est vrai, P.M.F. est sur la touche, "au rencart" comme dit De Gaulle: Mais ce n'est pas faute d'avoir essayé d'en sortir. Sa supériorité sur Mitterand vient de ce que cet intervalle l'a blanchi aux yeux des masses; elle vient aussi de ce qu'il apporte en plus de la caution communiste que Mitterand possède (peut-être davantage) la caution d'une gauche nouvelle, (P.S.U., C.F.D.T.) moins déconsidérée aux yeux des étudiants et des jeunes travailleurs que la gauche communiste. A la limite Mendès joue pour le mouvement des barricades le même rôle que Mitterand pour les communistes

Il déclare que le gouvernement présidé par lui devrait être ouvert aux "forces vives qui se sont manifestées avec une vigueur particulière depuis le 3 Mai". Il était présent à Charléty, tout près de la tribune. Sans avoir jamais attaqué de front le gouvernement de la répression, il a su être présent aux barricades, toussant et pleurant comme un vulgaire étudiant. La politique de Mendès, c'est la présence évasive : "Vous voyez, je suis là, et je n'en pense pas moins..." Au jour du jugement parlementaire, chacun apportera les preuves de son habileté : Mendès-France apportera la réintégration du mouvement des barricades dans la vie politique normale. Dès maintenant, contraint de s'avancer un peu, il apporte une tactique et un programme : "Un mouvement orienté vers une société plus juste et plus socialiste." La précision du vocabulaire de Mendès est en raison inverse de son gauchisme supposé. Le fond de ce programme, c'est le participationnisme : Dans la logique de la direction de la CFDT, il s'agit d'associer les travailleurs au fonctionnement de l'économie. En d'autres termes, d'associer dans la gestion d'une entreprise deux logiques inconciliables : celle du profit et celle de la socialisation des moyens de production. "La socialisation du profit et l'augmentation des moyens de production" constituent le fond de la salade participationniste. L'économie globale fonctionnant toujours suivant le mode capitaliste, il s'agit d'y apporter au niveau de l'entreprise la caution des travailleurs - tout au moins de leurs représentants. Voilà pour le fond du programme. La tactique ? Mendès s'est déclaré prêt à jouer le jeu des élections. Il s'agit de savoir convertir, comme l'a expliqué Descamps, le plomb des revendications ouvrières en matière de pouvoir dans l'usine en or fin de la cogestion institutionnalisée; de faire quitter les usines qu'ils occupent aux travailleurs dès que les candidats députés auront promis - juré - de voter une loi qui permettra aux ouvriers, de revenir travailler la tête haute, devenus travailleurs responsables dans une France moderne. Et les bonnes relations entre Mendès, la direction du PSU et celle de l'UNEF lui laissent espérer que le mouvement étudiant laisserait faire...

Face à la nouvelle initiative gaulliste, les révolutionnaires ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes. Leur responsabilité devient écrasante. Laisser faire les directions syndicales et les appareils politiques, cela signifie laisser écraser le mouvement. Cela signifie laisser anéantir par le gaullisme, si les travailleurs ne désavouent pas massivement et pour la deuxième fois leurs "directions", quelques soubresauts sporadiques d'une classe ouvrière abandonnée à elle-même par les organisations. Après quoi s'étendrait sur la France "pacifiée" une répression exemplaire. Le Gaullisme prendrait sa revanche, y compris contre les organisations stalinienne; sur le terrain où de Gaulle se place maintenant, nous sommes les plus forts. Hâtons-nous de nous y organiser.

+  
+ +

-----  
Lisez, diffusez l'AVANT-GARDE JEUNESSE, journal de la J.C.R. B.P. 39 16 Paris

-----  
Je demande à prendre contact avec la Jeunesse Communiste Révolutionnaire

NOM .....

Prénom .....

Profession .....Lieu de travail .....

Adresse .....

Retourner ce bulletin à B.P. 39 16 Paris

## EN AVANT VERS UN MOUVEMENT NATIONAL DES COMITES D' ACTION

= = = = =

Le Lundi 20 Mai, la classe ouvrière française refusait massivement le protocole d'accord conclu dans la nuit, rue de Grenelle, entre les syndicats patronaux, les syndicats ouvriers et l'Etat.

Ce refus allait faire rebondir la crise et susciter un début d'effondrement de l'Etat. Pendant quelques jours - jusqu'à l'allocution du Général de Gaulle - les pouvoirs publics subissaient une véritable désagrégation. Les ministres se rébellaient contre le Président de la République, accusé d'avoir commis une immense gaffe en proposant un plébiscite. Devant les incertitudes de l'avenir politique, les hauts fonctionnaires bloquaient les négociations avec les syndicats. Peyrefitte, Ministre de l'Education Nationale, était offert en holocauste, pour amadouer les étudiants. De Gaulle disparaissait mystérieusement pendant 24 heures, tandis que des centaines de milliers de travailleurs, à l'appel de la CGT, descendaient dans la rue pour exiger un gouvernement populaire. Pendant ces quelques jours, le pouvoir était à la portée de la main. Le PCF, pas plus que la gauche unie, n'ont voulu s'en saisir. C'est que pour les uns et les autres, le pouvoir se conquiert par le bulletin de vote et non par les manifestations de rue et les occupations d'usines.

Aujourd'hui tous ces messieurs sont rassurés : l'Assemblée Nationale est dissoute. Des élections générales auront lieu en Juin. On se retrouve sur le terrain sans mystère des compétitions électorales. Communistes et Fédérés acceptent, sans problèmes, de se battre dans les conditions classiquement les plus favorables à la bourgeoisie. Ils sont prêts à tout subordonner aux perspectives électorales, et en premier lieu à faire reprendre le travail dès que satisfaction est obtenue, même partiellement.

Mais là se pose un problème : le discours agressif du Président de la République a hérissé le poil de la classe ouvrière. Dans la plupart des entreprises, les travailleurs ont durci leurs positions : on ne les fera pas reprendre le travail pour des péca-dilles. La classe ouvrière française sait par expérience (1936, 1945 etc...) que la bourgeoisie reprend ce qu'elle a dû concéder, dès que la mobilisation décroît. C'est pourquoi elle exige des avantages substantiels et la garantie que ces avantages seront conservés. Il ne faut pas sous estimer la combativité et la résolution des travailleurs. Il sera très difficile de faire rentrer le fleuve dans son lit. On n'arrête pas, sans soubresauts, un mouvement de 10 millions de grévistes sur un compromis boiteux. Le reflux qui semble s'amorcer n'est probablement définitif. Le processus peut encore s'inverser, les luttes peuvent encore rebondir. Il suffirait de peu de choses, d'une nouvelle maladresse du pouvoir, d'une exaction un peu spectaculaire des commandos gaullistes, pour enflammer à nouveau la poudrière sociale.

Les tâches des révolutionnaires, dans la conjoncture présente, sont claires : il s'agit de contrer les manœuvres des directions ouvrières qui engagent le mouvement sur la voie de la démobilisation ; il s'agit de préconiser des objectifs de lutte et des mots d'ordre qui favoriseront le surgissement dans les quartiers et les usines d'organes de contre-pouvoir ouvrier.

Ces organes du pouvoir ouvrier (Comités de grève, Comités locaux, Conseils ouvriers) peuvent surgir encore. Ils auront à assumer l'auto défense des masses contre les briseurs de grève, les commandos fascistes, les barbouzes et tous les flics du pouvoir. Ils auront à prendre en charge le contrôle du ravitaillement et à assurer la juste répartition des denrées rares. Ils auront à organiser une infra-structure matérielle dans les quartiers et les localités, afin que la paralysie économique n'entrave pas le bon déroulement de la lutte des travailleurs. Ils auront à démystifier toutes les concessions temporaires accordées par le patronat, que les manœuvres électorales

des partis traditionnels qui cherchent à substituer un gouvernement bourgeois de gauche au gouvernement bourgeois de droite .

Il est fort douteux, que dans les circonstances présentes, en l'absence d'un parti communiste révolutionnaire, on parvienne à créer en France, à tous les niveaux, une réelle structure de double pouvoir . Mais il faut aller aussi loin que possible dans ce sens . La crise sociale en cours peut être " une répartition générale " . Des centaines de milliers de jeunes travailleurs et d'étudiants s'éduquent par la lutte . Il importe que certaines traditions politiques et organisationnelles s'enracinent dans la mémoire des masses . Si les étudiants et les travailleurs ont si vite retrouvé le chemin des occupations d'usines, c'est parce que la tradition des luttes de 1936 est restée vivace dans la mémoire collective du prolétariat français . De même si des embryons de double pouvoir apparaissent et fonctionnent dans certaines villes, lors des prochaines crises révolutionnaires, les travailleurs sauront retrouver et généraliser ses expériences .

Les Comités d'action, tels qu'ils existent actuellement, ne constituent pas des "soviets" . Ils regroupent, pour la plupart, des militants d'avant-garde qui entendent lutter contre le régime capitaliste et non seulement contre le gouvernement gaulliste . Ces Comités peuvent devenir l'instrument politique qui permettra le surgissement des organes du pouvoir ouvrier . Il faut pour cela qu'ils se coordonnent réellement et qu'ils se donnent une direction politique responsable . De cela, la plupart des militants sont aujourd'hui conscients .

- MULTIPLIONS ET FEDERONS LES COMITES D ' ACTION,  
LES COMITES DE GREVE
- ORGANISONS LE POUVOIR OUVRIER DANS LES ENTREPRISES  
ET LES LOCALITES
- POUR LA NATIONALISATION DES ENTREPRISES OCCUPEES  
ET LEUR GESTION DEMOCRATIQUE PAR LES COMITES DES TRAVAILLEURS
- POUR L ' EXERCICE DU POUVOIR DIRECT DES TRAVAILLEURS ORGANISES  
SUR LES LIEUX DE LEUR EXISTENCE SOCIALE

EN AVANT VERS UN MOUVEMENT NATIONAL  
DES COMITES D ' ACTION !

Aux hésitations et attermolements du PC, De Gaulle a répondu fermement, semant la panique dans les états-majors politiques. Il a répondu en défendant fidèlement sa place : ce fut la manifestation gaulliste des Champs-Élysées.

La direction de la CGT qui avait plusieurs fois changé d'attitude s'est trouvée mise en demeure d'accepter ou de refuser l'affrontement. Si dans un premier temps elle avait donné à la grève un aspect strictement revendicatif, les Séguy et Krasucki, pressés à la base après que les ouvriers aient refusé d'entériner les négociations, ont organisé la grande démonstration de force de mercredi sur des mots d'ordre politiques ("gouvernement populaire !"). Le tournant était pris.

Mais la bourgeoisie fut prompte à riposter, peu rassurée par une solution Mendès née d'un mouvement d'occupation, pensant (à juste titre ?) que cette dernière carte pèserait peu devant le mouvement populaire organisé ; elle a serré les rangs derrière le général-président, symbole du maintien de l'ordre bourgeois.

De Gaulle tranchait ainsi dans le vif des louvoisements d'appareils. Son allocution était une sommation : la lutte en cours est une lutte de classe caractérisée ; si l'affrontement devient nécessaire, l'Etat bourgeois fera son devoir. La CGT et le Parti communiste ainsi mis au pied du mur prendront un nouveau virage au lendemain même de la manifestation Bastille-St Lazare. Le PC, politiquement impréparé à l'insurrection, ne la souhaitant pas et même la craignant dans la mesure où elle inquiétait l'URSS pour qui De Gaulle représente un ami, a ainsi manifesté au grand jour sa social-démocratisation et politique, et organisationnelle.

La CGT après le discours de De Gaulle, abandonnait toute exigence politique, en se cantonnant à nouveau à l'aspect revendicatif de la lutte, cédant même sur ce terrain (l'abrogation des Ordonnances comme préalable à toute négociation, est passé à la poubelle). Dès lors, en donnant pour horizon à la lutte, la solution légale des élections, les directions ouvrières cédaient devant le pouvoir et avouaient leur faillite. Pire, par une politique de négociation sectorielle, elles laissaient la voie à la politique de la "carotte et du bâton" voulue par De Gaulle.

Il s'agit maintenant pour le pouvoir de donner -provisoirement- satisfaction aux "justes revendications" des étudiants et travailleurs sérieux tout en préparant la répression contre les jusqu'au boutistes, les trublions impénitents, la pègre ou la chienlit. Il s'agit de promouvoir l'ordre dans les usines et les facultés, au prix de concessions temporaires, pour mieux pouvoir liquider les éléments les plus résolus et les plus combattifs.

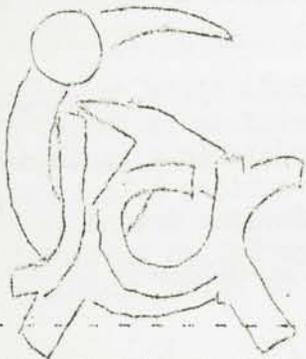
Jusqu'aux élections, le gaullisme peut se présenter comme le champion du maintien de l'ordre par les voies parlementaires, il peut même se donner des allures libérales. Mais si les élections confirment "l'appui populaire" que le

gaullisme revendiqué, il n'en réprimera que mieux, au profit du reflux, de la démobilité et des vacances, les queues de mouvement, les fins de grève.

Il faut bien comprendre aujourd'hui que le mouvement, s'il connaît une stabilisation ou un recul, entre dans une phase d'organisation où demeurent les éléments les plus solides. Il faut comprendre que la bourgeoisie a peu de marge de manoeuvre, sur le plan économique et politique, pour résoudre la crise. C'est en profitant de cette faible marge qu'il nous faut agir. Le mois que nous venons de vivre n'est que la première flambée d'une crise historique qui, après vingt ans de stabilité relative, ébranle l'ensemble du capitalisme occidental. Il faut se préparer aux luttes à venir en organisant et regroupant les militants révolutionnaires nés de la lutte, en expliquant la portée et les limites des luttes menées, pour éviter toute démoralisation et pour se doter de la force capable de déclencher les luttes de demain.

Si l'on comprend tous ces éléments il faut être très attentifs aux événements de mardi prochain. Si les reprises de travail sont massives dans certains secteurs déterminants (transports notamment), il serait irresponsable d'encourager les irréductibles à des barouds d'honneur en prônant avec panache le "jusqu'au bout" contre vents et marées, risquant ainsi que les militants les plus combattifs ne s'usent et ne se démoralisent dans des luttes d'arrière-garde en s'exposant d'autant plus à la répression qu'ils seraient plus isolés.

C'est pourquoi, et dans la mesure où nous entrons réellement dans un moment de reflux temporaire, l'organisation et l'explication politique doit prendre maintenant le pas sur l'agitation proprement dite. Il faut montrer, par notre travail de propagande, ce qui s'est passé, aussi bien que ce qui aurait pu se passer. Il faut montrer que le socialisme en France n'est pas une utopie, qu'il aurait pu s'instaurer à l'issue de ces journées de Mai si les bases politiques et organisationnelles qu'elles impliquent avaient été le fait de tout le mouvement ouvrier. Enfin, il est maintenant clair que le spontanéisme des masses ne peut suffire à faire déboucher un mouvement sur une prise de pouvoir révolutionnaire. La Révolution est une science qui s'apprend. Sa préparation par l'organisation d'un véritable mouvement révolutionnaire devient la tâche fondamentale de l'heure si l'on ne veut pas que tout ce qui s'est passé ne reste sans lendemain.



La Jeunesse Communiste Révolutionnaire

Je désire prendre contact avec la JCR

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

PROFESSION:

à renvoyer à B.P. 39-16 Paris, ou à remettre à la table de la JCR cour de la Sorbonne.

Le meeting de Charlety, les manifestations de l'U. N. E. F. avaient permis à un courant, parfois confus mais résolu à lutter pour une révolution socialiste, de se révéler. Pour transformer ce courant en force, il est apparu nécessaire de l'organiser, de lui donner forme. Presque spontanément, les étudiants, les lycéens, les jeunes travailleurs brassés dans la lutte, liés par l'expérience vécue ou assumée des barricades, se sont regroupés en Comités d'Action de quartier, de discipline, d'entreprise.

La fonction de ces Comités, admise quasi unanimement, était de constituer ou de susciter dans les quartiers, les localités etc..., des embryons de double pouvoir en prenant en charge des tâches de ravitaillement, d'information, de coordination des piquets de grève, de contrôle de la spéculation

Il est bien évident en ce cas que ces comités devraient être conçus comme des Comités d'Action larges, regroupant dans des organes de type soviétique toutes les tendances révolutionnaires. Le débat y était directement lié aux nécessités de l'action, et les plus aptes à apporter des solutions aux problèmes politiques de l'heure devaient apparaître, par un phénomène de sélection naturelle comme les animateurs réels et non bureaucratiques des comités. L'accord politique, de même que dans le Mouvement du 22 mars à ses débuts, n'y était pas un préalable à l'action devant sortir d'un affrontement global de lignes, mais un accord progressivement dégagé des impératifs de l'intervention.

Par ailleurs, comme le courant révolutionnaire en gestation impliquait le danger de l'escamotage, il n'était pas question de demeurer à la remorque des initiatives d'autrui. A Charlety, derrière l'aspect premier éminemment positif de la manifestation, on sentait le personnage de Mendés, ramené dans les valises du P. S. U. Deux jours plus tard, l'U. N. E. F. en refusant d'aller avec ses propres mots d'ordre à la manifestation de la C. G. T., cautionnait F. O. et la C. F. D. T. en paraissant ainsi confirmer l'alliance de fait esquissée à Charlety.

Dans les deux cas, se contenter de dénoncer l'opération cu de la regretter sans pouvoir intervenir, revenait à contempler sa propre impuissance, à rester tributaire des étiquettes creuses, vidées de contenu, alors que les forces vives sont dans les Comités d'Action. Il ressortait de ces expériences la nécessité d'un coordination politique sérieuse (la solution des coordinations techniques n'étant qu'une manœuvre de couvreurs de micro, de président d'A. G. inamovible tentant de préserver les prérogatives d'une bureaucratie spontanée) mandatée de façon



VERS UN GAUCHISME DE MASSE ?

La France a connu une période révolutionnaire, pas la révolution. De ce fait, il y a reflux dans la mesure où une grève générale illimitée ne peut être une fin en soi. Pendant quelques jours, elle a posé la question du pouvoir. Il fallait y répondre... C'est De Gaulle qui l'a fait. Non point parcequ'il était fort, mais parceque la politique des directions supérieures lui en laissait la possibilité.

Deux événements historiques ont déjà mis la direction du PCF dans cette nécessité que Moscou et sa conscience réformatrice lui imposaient. En 1936 et en 1945, le PCF, s'il n'a pas (non plus) initié le mouvement des masses, a néanmoins pu le contrôler en toute quiétude. Il possédait de nombreux cadres jeunes, militants combattifs de base, ayant foi en Maurice et priant pour Joseph. Ils furent la garantie du Parti dans son travail de frein.

Aujourd'hui, c'est en dehors du PCF que le mouvement s'est lancé. Tout s'est passé en dehors de lui. Son intégration à la société capitaliste l'a fossilisé, vieilli et renforcé considérablement son penchant "naturel" à freiner, casser, trahir les luttes révolutionnaires.

Si les contradictions qu'une telle attitude implique ne sont visibles en période calme qu'à quelques dizaines de "gauchistes" (Dieu soit loué, d'origine bourgeoise), en période révolutionnaire, ces "gauchistes" se comptent par plusieurs dizaines de milliers. La nécessité de conserver une audience de masse, tout en gardant la même politique exige une contre-attaque féroce. On comprend alors que l'Humanité soit noircie d'articles contre les gauchistes alors que pas un seul article n'est consacré aux dangers capitulards.

Mais il ne suffit pas d'injurier et de calomnier ceux que le Parti appelle les gauchistes pour expliquer comment il se fait que le mouvement a été impulsé par eux et a démarré hors des cadres traditionnels de la classe ouvrière. Mais il ne suffit pas d'injurier et de calomnier ceux que le Parti appelle les gauchistes pour justifier une politique qui a systématiquement tendu à faire rentrer le mouvement dans son lit, à désamorcer sa combattivité et à faire en sorte qu'il revienne sur le terrain privilégié de la social-démocratie : la lutte parlementaire de la légalité bourgeoise. Mais il ne suffit pas d'injurier et de calomnier ceux que le Parti appelle les gauchistes pour nier l'influence et l'écho que ceux-ci ont acquis aussi bien chez les étudiants que dans certaines fractions de la classe ouvrière.

Ce que nous étions en droit d'attendre, c'était une analyse des rapports réels existant entre le mouvement et les groupuscules, les pourquoi et les comment de leur intervention, sur la base d'une analyse de classe et des rapports complexes existant entre un mouvement de masse et l'organisation censée le diriger. Mais non pas ce "pavé" fielleux (on a le pavé qu'on peut) paru à la une de l'Humanité du 6 juin, et intitulé - par ironie sans doute, à un moment où les CRS reprennent par la force les usines - "Vigilance".

Mais tout cela, l'Humanité ne peut l'expliquer, et pour cause. Le rôle rempli par "les gauchistes" a été, dans certaines limites, celui qu'une direction authentiquement révolutionnaire aurait dû jouer : recevoir le mouvement (et ce

n'est pas une question de date), l'organiser, le diriger. Or il est évident que non seulement le Parti et la CGT ne l'ont pas fait, mais qu'en plus, ils n'ont cessé, une fois le train rattrapé, d'essayer de le freiner et de le faire rentrer en gare. Expliquer alors le rôle des "gauchistes" c'était avouer sa propre faillite, c'était reconnaître que la ligne élaborée par le PCF s'était révélée fautive.

Dans ces conditions il ne reste plus qu'une chose: les attaquer dans un journal avant de les attaquer dans la rue, ressortir le vieil arsenal que sous la pression des masses et l'ampleur du mouvement on avait du remettre au clou. On nous expliquera demain que si la victoire de la Gauche aux élections n'a pas la dimension que l'on aurait pu espérer à l'issue d'une grève suivie par dix millions de travailleurs -et tout laisse à prévoir qu'il en sera ainsi- c'est la faute aux gauchistes: ils ont divisé le mouvement ouvrier et son organisation de classe faisant ainsi le jeu du pouvoir. En vérité ceux qui font ce jeu ne sont que ceux qui n'ont pas su présenter des objectifs politiques concrets (et les moyens de les atteindre) à un mouvement de masse d'une "ampleur inégalée". Voilà pourquoi il y a eu reflux.

Mais le reflux actuel est d'une nature qui correspond à la montée des semaines passées. Il ne signifie pas la défaite du mouvement et encore moins la résignation dans des illusions électorales ou dans "la satisfaction des revendications" de type économique.

La prise de conscience révolutionnaire, l'expérience des luttes qui se sont produites ces dernières semaines resteront. Le rôle des directions syndicales et politiques, la nécessité de s'organiser depuis l'installation de comités de grève jusqu'à, dans certains cas, la mise en marche des usines sous le contrôle des travailleurs de l'entreprise sont des acquis d'importance capitale.

Reflux ? Plutôt maturation dans le recul dont se ressentiront les luttes qui viennent. En un mois, vingt années de piétinements, de blocage, de tripatouillages électoraux ont été dépassés. Le capitalisme sent le sol se dérober sous lui, mais les travailleurs qui ont été le fer de lance de la lutte voient la confiance grandir en leurs propres forces.

Nombreux sont ceux qui l'ont compris et qui le comprendront: la révolution mondiale frappe maintenant à la porte des pays capitalistes développés.

La Jeunesse Communiste Révolutionnaire



BATRE LE GAULLISME AUX ELECTIONS ?

"La défaite du gaullisme est à l'ordre du jour. La question du pouvoir est posée." L'impénitent gauchiste qui parle ainsi n'est autre que Laurent Salini, rédacteur à l'Humanité, dans le n° du 9 juin 1968. Malheureusement pour lui-et pour nous- il le fait en invoquant l'arme qui lui semble suprême pour renverser le gaullisme : les élections. Malheureusement pour lui -et pour nous- il le dit à un moment où beaucoup de travailleurs, démobilisés, démoralisés, pigeonnés, sont rentrés à l'usine avec l'impression amère d'avoir été cocufiés par leurs directions syndicales et d'avoir été bernés par le pouvoir. Car l'un et l'autre leur présentent maintenant comme objectifs les dates du 23 et 30 juin, jours de élections législatives. Comment ne pas être touché par cette touchante unanimité ? Mais comment aussi ne pas se poser quelques questions, à savoir que si la stratégie est la même les fondements en sont différents ?

Pour le gaullisme le problème était simple. Il s'agissait de ramener les luttes de<sup>s</sup> usines, où elles étaient dangereuses, au parlement, où elles pouvaient être contrôlées. Il s'agissait de remettre en route les machines, quitte à faire quelques concessions -même importantes dans certains secteurs- mais surtout dans le cadre de la légalité bourgeoise, dans un cadre où, force restant à la loi, ces concessions pourraient être reprises en douceur et "démocratiquement" par le biais d'une majorité parlementaire. Ce fut le sens de l'opération référendum qui précéda l'opération élections législatives. Si la première échoua lamentablement c'était qu'à cette époque l'ensemble de la classe ouvrière, galvanisée par l'ampleur des grèves et du mouvement de contestation, n'était pas prête à accepter cet os ultra-rongé que lui proposaient De Gaulle, le PC et la CGT.

Si la seconde réussit pleinement, c'est parce qu'elle s'insérait directement dans la traditionnelle stratégie du PC. A cet égard il est utile de rappeler que, de la même manière qu'il fut le premier à reprendre au bond la balle, des élections législatives, le PC avait demandé avant tout le monde de voter NON au référendum, donnant ainsi son poids à une grossière manoeuvre de diversion. Ce qui a changé entre la première et la seconde opération, c'est que la contradiction entre le haut niveau de combativité des travailleurs et les objectifs (ou plutôt le manque d'objectifs) proposés par le PC et la CGT est allée s'amplifiant, permettant ainsi au gouvernement de faire aboutir sa manoeuvre.

La question qui se pose est alors de savoir pourquoi le PC -qu'il le veuille ou non- a aussi activement secondé le gouvernement ? Les raisons en sont à la fois historiques et conjoncturelles, les deux étant d'ailleurs étroitement liées. Historiques : le PCF est un parti social-démocratisé qui de longue date considère que la révolution n'est pas possible en France hors d'une alliance électorale avec de larges fractions de la bourgeoisie et des couches moyennes (sur quel programme, au profit de qui ?). Conjoncturelles : le mouvement qui s'est développé en France a posé très vite la question du pouvoir. Dans la mesure où d'une part le mouvement n'a pas été impulsé par lui, le PC pouvait rapidement se voir contester le rôle de dirigeant de la classe ouvrière. Dans la mesure où d'autre part la question de la prise du pouvoir n'est jamais définitivement réglée, une répression pouvait s'abattre sur un appareil qui n'est plus au service du Parti, mais qui, au contraire, a mis le Parti à son service pour satisfaire ses intérêts propres. Ce qui explique pourquoi le PCF, se défendant et sur sa droite (répression) et sur sa gauche (contestation révolutionnaire de son rôle), a voulu à tout prix apparaître comme un parti "responsable", évitant "l'aventure".

Il y aurait long à dire -en se référant notamment à Lénine dont au Parti on semble faire grand cas mais qu'on ne semble pas avoir, sinon lu, du moins compris-

sur le rôle du parlement dans un régime bourgeois. De ce point de vue, les jacobinades d'un Salini dans l'Humanité du 9 juin sont tout à fait révélatrices: "Le fauteur de désordre, c'est celui (De Gaulle) qui ose menacer d'autres voies un peuple convié à désigner ses représentants au suffrage universel"; "et, comme toute affaire nationale, c'est au peuple d'en trancher. En d'autres termes, elle va dépendre du nombre de suffrages, de la confiance que l'on nous accordera"...

Mais puisque le problème est posé en terme de bulletin de vote, essayons de le résoudre en ces termes:

-Ou bien la "gauche unie" remporte les élections. Et tout dans son programme ne la destine qu'à devenir une variante "française" du wilsonisme dans lequel les travailleurs n'ont rien à gagner. Croire en effet que la "gauche" pourrait mener du haut de la tribune parlementaire, par simple remplacement d'une majorité, une politique dans laquelle les travailleurs pourraient trouver avantage, est illusoire. Et cela à deux niveaux: et au niveau du programme qui n'existe pas, et au niveau de la méthode qui pourrait éventuellement le faire aboutir. Les manifestations de mai ont justement montré qu'il n'y avait de possibilités révolutionnaires que par une mobilisation révolutionnaire dans la rue, les usines, les facultés. Que les travailleurs délèguent leurs responsabilités à des représentants alors que parallèlement ils auront repris le travail sous la direction de leurs patrons, alors rien ne sera changé sur le fond. Changier quelque chose sur le fond nécessite une pression permanente de la classe ouvrière sur ses lieux de travail, et c'est justement à condition que cette pression ne s'exerce pas que les élections auront lieu. Ce qui amène aussi bien De Gaulle que le parti à demander la reprise du travail. On nous rétorquera qu'un fois la "gauche" au pouvoir, le pouvoir du patronat sera rogné. Autre bel exemple d'illusion réformiste. S'il en était bien ainsi, la bourgeoisie, à supposer qu'elle laisse les choses aller jusque là sans réagir (et 36 nous a montré de quels moyens de pression elle disposait pour contrecarrer un gouvernement de gauche) ne tarderait pas à tenter de reprendre les choses en main par la force. Elle le ferait d'autant plus facilement que la classe ouvrière, habituée à voir dans une urne fétichisée le fer de lance de la lutte de classe, n'aurait absolument pas les moyens de répliquer par la violence révolutionnaire à la violence bourgeoise.

-Ou bien le gaullisme et ses succédanés remportent les élections (comme il est probable compte tenu du bloc que forment aujourd'hui toutes les fractions de la bourgeoisie derrière "l'homme providentiel", compte tenu aussi du découpage électoral) et le problème est reporté dans une assemblée nationale manoeuvrable à merci. Mais les usines se seront remises à tourner, et les travailleurs en seront réduits à défiler de la Bastille à la République en protestant, sur l'air des lampions, contre de nouvelles ordonnances anti-sociales.

C'est en cela que les élections signifient trahison. Dans l'un et l'autre cas de figure les travailleurs en feront les frais par leur démobilisation présentée et justifiée comme préalable à l'élection.

Alors, que faire ?

Peut-on d'abord être sûr que les élections auront lieu? De Gaulle subordonnait leur déroulement à la reprise normale du travail. Ce qui se passe à l'ins aujourd'hui (dénoncé dans l'Humanité comme une provocation gauchiste, mais en réalité réaction de travailleurs floués) pourrait bien ne rendre ce voeu que pieux. Mais, condition qu'elles aient lieu, il nous faut au moins adopter une position de principe: les élections sont une vaste manœuvre entreprise en fonction d'intérêts différents et par De Gaulle et par le P.C. Dans ces conditions, il nous semble que nous ne pouvons que dire NON à ces élections bidon, et tenter, par un bulletin nul qui nous distinguera des pêcheurs à la ligne abstentionnistes pour cause de week-end, d'exprimer en le matérialisant le vaste mouvement révolutionnaire qui s'est fait jour au cours de ces dernières semaines. Parallèlement il faut prendre dès aujourd'hui toutes les initiatives qui peuvent démystifier ces élections.